

ON EST ICI
ON VIT ICI
ON RESTE LÀ

États généraux vaudois de la migration
Groupe ActionS

Lausanne, le 3 juin 2008

DROIT de RESTER
www.bleiberecht.ch
POUR TOU·TE·S

Aux député·e·s du Grand-Conseil

Nous nous excusons de devoir insister...

Droit au travail

et à la formation professionnelle

Le travail est essentiel pour la dignité de tout être humain. Mais nous, on nous refuse le droit de travailler. Sommes-nous donc des êtres inutiles, superflus, ici aussi comme nous l'étions déjà dans nos pays? N'avons-nous plus aucune valeur? Comment définir une société qui exclut une partie de ses habitant·e·s du droit fondamental au travail, de la dignité que le travail peut apporter, de la satisfaction d'être utiles à ses semblables?

Nous revendiquons le droit d'être utiles à la société car :

Ne rien faire est dangereux, l'oisiveté tue
alors que

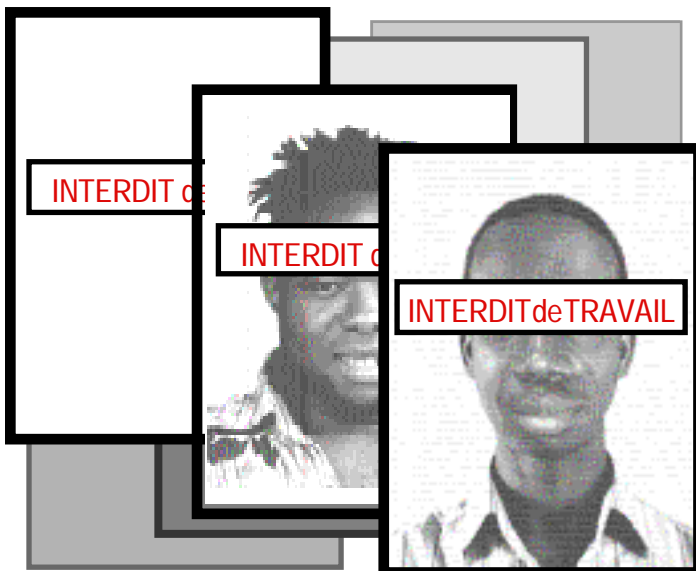
L'activité professionnelle contribue à l'équilibre de la personne; elle lui apporte une reconnaissance sociale.

mais

Travailler est un droit qui nous est refusé.

alors

Enterrons l'oisiveté plutôt que des êtres humains qui sont condamnés à... attendre mais attendre quoi?



Aujourd'hui nous nous mobilisons aussi pour défendre Emin Sadiki

Mr Emin Sadiki, risque à tout moment d'être arrêté, mis sous mesures de contrainte et expulsé!

Il est père de deux enfants de 3 ans et deux mois et demi. Il a reçu un plan de vol pour samedi 31 mai. Le dernier accouchement de Madame Sadiki a été précipité, car le fœtus ne grandissait plus en raison de l'état de tension de la mère, très angoissée à l'idée d'être séparée de son mari. La détérioration croissante de la santé de l'épouse l'a conduite à se présenter dans une permanence où elle a été immédiatement hospitalisée. Mr Emin Sadiki se retrouve seul à la maison avec un enfant de 3 ans et une nourrissonne sevrée brutalement. Il ne peut pas quitter la Suisse.

Droits des enfants

Des enfants de tout âge sont mis à l'aide d'urgence. Vivant pour la grande majorité uniquement avec leur mère, 24h sur 24, ils subissent les conséquences d'une loi intolérable qui entrave leur développement physique et psychique. Le futur d'un enfant se joue depuis tout petit, les conditions de ghetto du centre du Simplon ou de Bex, l'angoisse de la mère ou des parents, le climat de tension qui règne dans ces centres provoque déjà chez les tout petits des troubles du sommeil, de croissance, d'alimentation. Ils sont toutes et tous malades par manque, non pas d'amour, mais de conditions de vie indispensables pour un bon début dans la vie. Ces enfants nés sains ont vu plus de cabinets de médecins que de places de jeux, déjà maintenant.

Ces gamins, ces citoyens de demain, vivent aujourd'hui dans les Centres d'urgence.

L'aide d'urgence est un frein à la croissance et au développement de nos enfants.

Un enfant dans un Centre d'aide d'urgence est un être sans avenir, un innocent sacrifié.

Car

Quelle formation, quelle socialisation, quel épanouissement peuvent-ils avoir?

Leurs mères, qui doivent seules élever leurs enfants soulèvent une montagne de problèmes.

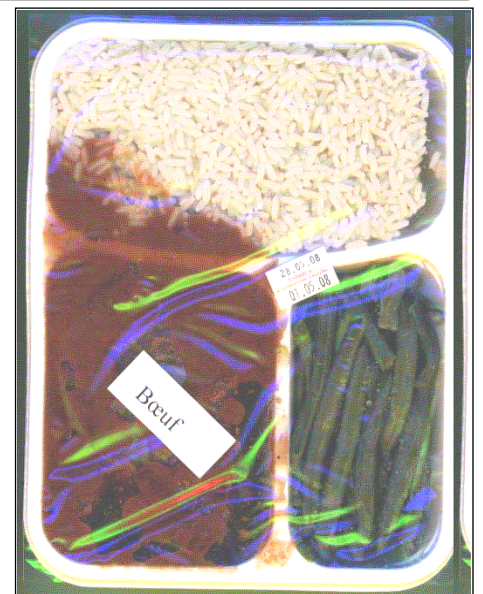
Qui nous aide?

Droit à la crèche aussi pour nos petits!

Droit à leur donner du lait et des couches que, trop chers, nous ne parvenons pas à leur fournir.

Les barquettes servies le soir du 28 mai à Vennes ont donné lieu à de nouvelles inquiétudes quant à leur comestibilité.

L'odeur répugnante de son riz moisi en a découragé plus d'un, y compris, à les déballer. Ceci sans tenir compte de l'erreur de leur date de péremption.



Soutien aux réfugié·e·s qui doivent vivre dans les Centres:
Coordination Asile, CCP 17-767505-2, mention «Simplon-Vennes»